



CODE OP ED

Défendre les droits de la personne et rétablir la courtoisie dans le discours public

Au cours des derniers mois, dans les salles de conférence de l'Ontario, des directeurs de l'Éducation et des membres du personnel des conseils scolaires ont été la cible de violences verbales et émotionnelles, de menaces de violence et d'autres formes de haine en raison de leur travail en faveur des droits et libertés de tous les élèves et membres du personnel qui s'identifient comme des personnes 2SLGBTQ+. Ces manifestations d'intolérance sont souvent perpétrées par des adultes, dont certains sont des élus, alors que les élèves défendent leurs amis, leurs enseignants et les membres de leur famille qui s'identifient comme 2SLGBTQ+. La haine et le racisme affichés dans certaines salles de réunion proviennent de ceux qui considèrent que les efforts de protection des droits de la personne relèvent d'un mouvement extrémiste axé sur la justice sociale et la défense des minorités.

Dans une déclaration récente publiée par le Conseil des directeurs de l'Éducation de l'Ontario (CODE), les directeurs des 72 districts scolaires publics de la province et du Consortium du Centre Jules-Léger (CCJL) ont déclaré qu'ils "approuvent et s'engagent pleinement à faire progresser les droits de la personne des élèves et du personnel au sein de tous les conseils et de toutes les écoles financées par des fonds publics, comme le prévoit le Code des droits de la personne de l'Ontario". Cette déclaration fait suite à une déclaration de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) publiée le 16 février 2023 : "La CODP est consciente et préoccupée par la violence croissante ciblant les fonctionnaires de l'éducation pour leur travail sur les droits de la personne, leur adhésion aux obligations établies en vertu du Code des droits de la personne de l'Ontario (Code) et la mise en œuvre de la politique gouvernementale." En soutenant la déclaration de la CODP, CODE a également affirmé que tous les directeurs et cadres supérieurs qui continuent à effectuer ce travail devraient le faire sans crainte de représailles, de discrimination et/ou de harcèlement.

Dans l'histoire de l'éducation publique, il est rare que des agents de sécurité et des policiers aient dû assister aux réunions publiques du conseil d'administration pour garantir la paix et la civilité au cours des débats. Les menaces de violence physique sont devenues la norme dans certaines salles de réunion avec des groupes de manifestants qui perturbent, menacent et harcèlent verbalement les directeurs, les administrateurs, le personnel et les membres de la communauté. Lors de certaines réunions du conseil d'administration, des membres du personnel et du conseil ont dû se récuser, car leur sécurité personnelle était compromise. Dans d'autres cas, les réunions du conseil d'administration ont été purement et simplement annulées et remplacées par des formats virtuels afin de garantir la sécurité des participants et des observateurs. Nous devrions tous pouvoir participer au processus démocratique sans craindre pour notre sécurité.

Dans une note récente adressée aux présidents des conseils scolaires de district et aux directeurs de l'Éducation, le ministre de l'Éducation de l'Ontario, Stephen Lecce, a noté que "de nombreux élèves 2SLGBTQ+ sont confrontés à des niveaux croissants d'intimidation, de harcèlement et de problèmes de santé mentale" et que le ministre s'attend à ce que les conseils scolaires "redoublent d'efforts pour protéger ces élèves et assurer leur inclusion dans les écoles de l'Ontario". La note avise également que la célébration du mois de la fierté de manière constructive, positive et significative rassure les élèves 2SLGBTQ+ sur le fait que leurs éducateurs, leur personnel, les administrateurs des conseils scolaires et le gouvernement sont à leurs côtés.

Les manifestations publiques de haine dans les salles de réunion et lors des cérémonies de levées du drapeau auront un coût élevé pour le bien-être émotionnel et mental souvent fragile de ceux qu'elles sont censées valider, affirmer et protéger. Dans notre société démocratique, il est toujours possible de partager des points de vue et de s'engager dans un débat sain, mais il n'y a pas de place pour les discours de haine, la violence ou le dénigrement des droits de la personne envers autrui. Nous devons revenir à un discours public sûr et respectueux dans nos salles de réunion et nos écoles.

Les directrices et directeurs de l'Éducation de l'Ontario sont fermement résolus à soutenir, protéger et valider les droits de la personne et la dignité de tous les élèves et membres du personnel. Cela inclut toutes les communautés marginalisées - les autochtones, les Noirs, les personnes racialisées, celles qui ont des besoins d'apprentissage particuliers et des handicaps, celles qui vivent dans la pauvreté et celles qui s'identifient comme 2SLGBTQ+. Il ne s'agit pas d'un programme politique, mais d'organismes gouvernementaux qui protègent les droits de toutes les personnes garantis par la Charte.

Le mois de juin est un mois de célébration de la fierté, et vous verrez des Conseils scolaires hisser des drapeaux, encourager des activités de célébration dans les écoles et participer à des défilés pour démontrer leur engagement en faveur de l'acceptation, de l'appartenance, du bien-être personnel et de la réussite des élèves et du personnel 2SLGBTQ+.

Les directeurs de l'éducation sont tenus de respecter le Code des droits de la personne de l'Ontario afin de remédier aux inégalités dans l'éducation financée par les deniers publics. Un retour à la civilité dans les salles de conseil et les forums numériques permettra aux conseils scolaires de s'engager en toute sécurité avec le public et de donner l'exemple de la démocratie en débattant d'idées dans le respect, afin de donner un sentiment de sécurité à nos élèves dans leurs écoles et leurs salles de classe. Ils entrent dans un monde de perspectives divergentes et observent avec grand intérêt les interactions des adultes dans les lieux publics. Nous devons à nos élèves d'adopter le comportement positif que nous attendons d'eux, et nous devons le faire dès maintenant.